

L'abandon par les partis communistes français et espagnol (mais aussi par le Parti communiste portugais, dès son congrès d'octobre 1974) du concept de dictature du prolétariat ouvre un débat fondamental dans le mouvement ouvrier international. L'affaire n'est pas secondaire, puisque c'est précisément sur la question, théorique et pratique, de la dictature du prolétariat que s'est, au début des années vingt, divisé et réorganisé le mouvement ouvrier selon des lignes de fractures qui se prolongent jusqu'à nous. Plusieurs contributions récentes¹ ont bien mis en évidence le double enjeu, théorique et stratégique, de la discussion.

I. Quand on parle de dictature du prolétariat, théorie et stratégie sont indissociables

Selon Carrillo, les grandes scissions consécutives à la Révolution russe, celles de Tours et de Livourne, celles de Halle et du socialisme espagnol lui-même reposeraient sur une équivoque. En somme, lors de sa fondation, la III^e Internationale aurait pris l'accident pour l'essence. Au risque, admet-il, de passer pour hérétique, le secrétaire général du Parti communiste espagnol soutient que Lénine avait tort de proclamer que, dans la diversité du passage au socialisme, « l'essence sera nécessairement une : la dictature du prolétariat ».

« Il n'avait, commente Carrillo, raison qu'à moitié, parce que l'essence de toutes les diverses formes politiques de transition au socialisme, telle que nous pouvons en juger aujourd'hui, est l'hégémonie des travailleurs, alors que la diversité et l'abondance des formes politiques incluent également la possibilité que la dictature du prolétariat ne soit pas nécessaire »².

Le concept d'hégémonie est beaucoup trop controversé et trop peu précis pour ne pas constituer en la matière une esquivé théorique. Comme le constate Althusser dans sa brochure sur le XX^e Congrès du Parti communiste français, la dictature du prolétariat n'est pas un « concept isolé que l'on pourrait abandonner à son destin solitaire » ; car, « qu'on abandonne ou pas la dictature du prolétariat, l'essentiel de la question se reporte aujourd'hui, c'est-à-dire se porte sur le socialisme et l'État »³.

Qu'il suffise pour s'en convaincre de rappeler les répliques de Lénine au « renégat » Kautsky, dans le célèbre pamphlet daté du 9 novembre 1918, à la veille de la révolution allemande. La question de la dictature du prolétariat n'est autre, dit-il, que la question de « l'attitude de l'État prolétarien à l'égard de l'État bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise ». Kautsky ne saurait ignorer que la dictature du prolétariat est « une énonciation historiquement plus concrète et scientifiquement plus exacte de cette tâche du prolétariat : briser l'État bourgeois ».

Lénine balaie toute tentative d'amalgame entre dictature et despotisme. Pour lui, la notion de dictature n'est pas liée au caractère minoritaire ou majoritaire du pouvoir exercé, mais seulement au recours à la violence sociale et à l'arbitraire : « La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi. » Il définit bien ici la nature de l'État et non la forme de gouvernement. Mais surtout, il lie cette nature de l'État aux modalités (violentes) de la conquête du pouvoir.

Par là, le débat théorique (sur l'État) s'annonce également – et inévitablement – comme débat stratégique sur le contenu de la révolution prolétarienne. C'est ce lien dialectique que Balibar s'efforce de nier dans une confrontation avec C. Buci-Glucksmann, lorsqu'il avance que « les positions de Lénine n'ont jamais été fondamentalement pensées en termes de stratégie révolutionnaire particulière, qu'il s'agisse ou non d'une attaque frontale ». L'adjectif « particulière » sert ici d'échappatoire. En vain. C'est, en effet, C. Buci-Glucksmann qui a raison contre Balibar en affirmant que l'abandon de la dictature du prolétariat par le Parti communiste français a rétabli une cohérence logique entre les fins et les moyens, et en précisant : « Comme concept théorique, la dictature du prolétariat a des implications stratégiques. »

En la matière, Carrillo se montre d'ailleurs parfaitement conséquent, puisque, réduisant la dictature du prolétariat à une simple variante de l'hégémonie, il en conclut à un reniement stratégique : « Par conséquent, je considère logique que les PC et les PS de l'Occident capitaliste développé établissent non seulement leur tactique mais toute leur stratégie sur la base du jeu démocratique. »

À l'occasion du débat qui s'est instauré à partir de 1975 entre les organes théoriques du PC et du PS italiens⁴, Lombardi a justement souligné que le renoncement au concept de dictature du prolétariat avait pour conséquence un vide politique qui ne saurait être rempli par « une revalorisation des garanties démocratiques institutionnelles ou du seul processus autogestionnaire ». Sans dépasser le seuil de la question stratégique, Althusser ne peut éviter de l'évoquer : « Détruire l'État bourgeois pour le remplacer par l'État de la classe ouvrière, ce n'est pas ajouter l'adjectif démocratique à chaque appareil existant. »

Alors, que faire, comme disait l'autre ? L'autre, précisément, ne mâchait pas ses mots. Il rappelait, au contraire, sans ambiguïté possible, la portée stratégique de la théorie. Il reprochait notamment à Kautsky de dissenter abstraitement sur la dictature du prolétariat « en cachant le trait dominant du concept, à savoir : la violence révolutionnaire. Et maintenant, la vérité s'est fait jour : il s'agit de l'opposition entre révolution pacifique et révolution violente... C'est là que gît le lièvre »⁵.

Il ne suffit pas, cependant, d'établir ou d'admettre que le concept de dictature du prolétariat soit un concept stratégique⁶. Car c'est à partir de là qu'il faudrait reprendre l'analyse de l'apport stratégique de la Révolution russe, obscurcie par près d'un demi-siècle de reculs et de falsifications. Mais il faut d'abord situer à sa juste place la fonction jouée par le concept de dictature du prolétariat dans l'avènement du bolchevisme en tant que courant stratégique du mouvement ouvrier. Commentant, en 1919, la fondation de la III^e Internationale, Lénine écrivait :

« La portée universelle de la III^e Internationale, l'Internationale communiste, c'est d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle, le mot d'ordre de dictature du prolétariat »⁷.

La lettre d'invitation au I^{er} Congrès, rédigée par Trotski, établit sur ce même critère la ligne de partage entre réforme (révisionnisme) et révolution (bolchevisme) :

« Le nouvel appareil du pouvoir doit représenter la dictature de la classe

~~ouvrière et dans certains endroits aussi celle des petits paysans et des ouvriers agricoles, c'est-à-dire qu'il doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse et celui de son expropriation. Non la fausse démocratie bourgeoise, avec son égalité purement formelle, mais la démocratie prolétarienne, avec la possibilité de réaliser la liberté des masses laborieuses ; non le parlementarisme, mais l'auto-administration de ces masses par leurs organismes élus ; non la bureaucratie capitaliste, mais des organes d'administration créés par les masses elles-mêmes, avec la participation réelle des masses à l'administration du pays et à l'activité de la construction socialiste, voilà quel doit être le type d'État prolétarien. Le pouvoir des conseils ouvriers ou des organisations ouvrières est sa forme concrète »⁸.~~

Il ne s'agit pas, avec ces citations, de présenter un argument d'autorité renvoyant à la lettre des classiques, mais bien de mesurer l'importance accordée à la dictature du prolétariat dans la fondation de l'Internationale communiste, afin de mieux comprendre corrélativement à quel point son abandon devrait bouleverser les bases théoriques qui sont celles du mouvement communiste depuis plus d'un demi-siècle. D'autant que le rôle de ce concept, s'il est illustré et traduit en pratique par la révolution d'Octobre, n'a rien d'une découverte de circonstance abusivement valorisée. Contrairement à ce qu'a pu prétendre Kautsky sur le tard de sa carrière, il ne s'agit pas d'une extrapolation à partir d'une formule accidentelle de Marx, mais bien d'un fil rouge qui parcourt la théorie marxiste, de *la Nouvelle Gazette rhénane* de 1848 aux textes de Lénine de 1905 (notamment les *Deux tactiques de la social-démocratie*, pour passer en 1917 au « critérium de la pratique ».

Par la suite, la réaction stalinienne a transformé la dictature du prolétariat en dogme indiscutable et autojustificatif de la dictature bureaucratique. La raison d'État a étouffé l'auto-activité des masses. Le concept même de dictature du prolétariat s'est, au fil du reflux et des défaites, vidé de son contenu vivant. Au point qu'à présent, en période de remontée des luttes prolétariennes et de renouveau de leurs exigences démocratiques, le concept lui-même puisse inspirer une défiance compréhensible. Il n'y aurait pire solution que de régler l'affaire comme une querelle de mots, sans en tirer au clair les véritables enjeux. En fait, c'est le vieux débat tronqué entre bolchevisme et révisionnisme (sous ses variantes social-démocrates, austromarxistes ou eurocommunistes) qui resurgit avec vigueur.

La portée de ce débat ne permet pas que l'on fasse l'économie d'un retour à ses sources historiques, aussi bien aux polémiques qui traversèrent la social-démocratie allemande d'avant 1914, qu'à la grande polémique entre Lénine, Trotski, Rosa Luxemburg et Kautsky sur les rapports démocratie/dictature du prolétariat à propos de la dissolution de la Constituante en Russie. Mais peut-être est-il plus éclairant de renouer le fil de ces questions en partant de leur formulation contemporaine, notamment de la controverse telle qu'elle s'est déroulée en Italie ces dernières années.

II. Le grand débat en Italie : l'État comme point aveugle du marxisme ?

C'est un article de Norberto Bobbio, publié dans *Mondo operaio* sous le titre : « Existe-t-il une doctrine marxiste de l'État ? », qui mit le feu aux poudres. Bobbio, philosophe social-

démocrate, y souligne « la faiblesse et le développement fragmentaire de la théorie politique dans le marxisme », auquel ferait défaut « une véritable et propre théorie politique ». Il constate encore ce qu'il appelle « l'exiguïté » des quelques pages de Marx et Engels, toujours et tant citées, en comparaison avec « la riche tradition de la pensée libérale » (Tocqueville, Constant, Kant...). C'est d'une comparaison analogue qu'est parti Pierre Rosanvallon, dans *l'Age de l'autogestion*, pour réhabiliter le « libéralisme politique » derrière lequel ne tarde pas à se profiler le libéralisme économique tout court, autrement dit l'âge d'or de l'économie de marché et de libre concurrence⁹. Mais cette coïncidence n'est probablement pas fortuite.

Dans *Rinascita* (hebdomadaire du PCI), G. Vacca devait répondre à juste titre aux thèses un peu légères de Bobbio :

« La bourgeoisie produit sa propre hégémonie dans une formation sociale divisée et antagonique [...] ; elle confiait à certains modèles étatiques la tâche d'unifier les divers secteurs des classes possédantes, rendant crédible à leurs yeux la possibilité de s'unir pour se construire comme classe, dominante ; c'est pourquoi elle élaborait simultanément la science politique et la pratique révolutionnaire ; plus, elle se préparait à se transformer en État en assimilant surtout les intellectuels traditionnels de son époque pour leur donner une nouvelle fonction. »

À travers la formation du marché émergeait donc l'intellectuel moderne, partiellement autonome dans ses fonctions, à l'image de l'idéologie qui cimenterait la recomposition antagonique du politique et de l'économique. Cette autonomie de l'intellectuel, qui sanctionne une cristallisation nouvelle de la division entre travail intellectuel et travail manuel en même temps qu'une séparation voulue de la science et de la politique, marque une forme très déterminée de la pensée politique. Mais la même spécificité qui a caractérisé l'avènement du politique dans la pensée bourgeoise classique doit être réévaluée en fonction des conditions propres dans lesquelles se pose le rapport de la classe ouvrière à l'État : les conditions de sa constitution en classe dominante et de l'émergence de son propre pouvoir étatique impliquent, par leur radicale nouveauté, une nouvelle forme de pensée politique et une nouvelle définition du politique.

Que la forme de pensée politique marxiste doive être distincte de la pensée politique démocratique libérale résulte inéluctablement du processus spécifique de formation de l'hégémonie prolétarienne, d'assimilation des intellectuels et de réorganisation fonctionnelle de la production. Vouloir, au lieu de s'engager dans cette piste, ramener la classe ouvrière à la pensée politique libérale ne peut servir de prétexte qu'à une réhabilitation de l'État bourgeois au profit d'une politique de collaboration de classes.

Contrairement à ce que prétendent les critiques modernes du marxisme conçu comme théorie économiste, muette sur la question de l'État, la force de Lénine tient précisément au fait qu'il ait su instaurer, à travers la théorie du parti, la spécificité du politique conçu du point de vue de la classe ouvrière. Sa théorie de l'organisation (du parti) est au centre d'un réseau conceptuel qui structure cette nouvelle appréhension du champ politique : conscience de classe, rapport de forces, alliances, moment (crise révolutionnaire). C'est avec lui que le temps, la durée fait irruption dans la politique pour lui donner une formulation stratégique. La lutte prolétarienne n'est plus un pèlerinage à l'horizon de l'histoire, ou une dialectique abstraite des buts et des moyens, mais un combat rythmé

dans lequel s'inscrit pour la première fois une tactique (l'initiative, la décision) qui ne soit pas une fragmentation empirique du combat, mais l'actualisation permanente d'un plan, la traduction d'un projet et d'une volonté. C'est donc avec Lénine que le marxisme fait réellement un pas en avant en tant que théorie politique. Après seulement viendront les textes de Gramsci et surtout les grands classiques de Trotski comme *l'Internationale communiste après Lénine* et les *Écrits sur l'Allemagne*¹⁰.

Pourquoi la théorie du parti et de la formation de la conscience de classe sont-elles centrales dans la révolution prolétarienne, alors que c'est la théorie de l'État qui joue le rôle clef dans la pensée politique bourgeoise ? Ce déplacement théorique résulte des conditions différentes entre les deux révolutions, bourgeoise et prolétarienne, et entre les modalités de constitution et d'unification de la classe dans l'un et l'autre cas.

Pour Lénine, l'organisation est la voie d'accès du prolétariat à la politique (ou au politique).

« Il est inexact, dit-il, de prétendre que la réalisation de la liberté politique soit aussi nécessaire au prolétariat que l'augmentation des salaires [...]. Sa nécessité est d'un autre ordre, elle n'est pas la même, elle est d'un ordre beaucoup plus complexe. »

Il corrige impitoyablement « l'économisme » de la *Rabotchaïa Mysl* pour qui « le politique suit toujours l'économique » ; il fustige de même le *Rabotchéïé Dielo*, « qui déduit les objectifs politiques des luttes économiques ». En fait, le terrain politique n'est pas constitué d'avance, il est mouvant comme le front des rapports de forces qui le charpentent. C'est pourquoi « l'expression la plus vigoureuse, la plus complète et la mieux définie de la lutte des classes politique, c'est la lutte des partis ». Il y a là un niveau de structuration spécifique entre forces sociales qui ne saurait être la simple émanation des rapports économiques :

« La division en classes est certes l'assise la plus profonde du groupement politique ; certes c'est toujours elle qui, en fin de compte, détermine ce groupement [...]. Mais cette fin de compte, c'est la lutte politique seule qui l'établit. »

De là vient la rupture profonde entre Lénine et un Kautsky, pour qui le rôle du parti n'était pas de « faire la révolution », mais seulement d'organiser la classe. À ce « radicalisme passif », Lénine oppose le volontarisme stratégique qui veut un plan conscient, qui sait saisir le moment propice, qui instaure les crises et les ruptures de la ligne brisée contre la durée étale du simple processus. C'est en vertu d'une telle vision qu'il réclame de « cultiver tous les terrains, même les plus anciens, les plus stériles, les plus pourris en apparence », convaincu que « si on bouche une issue, la contagion saura trouver une autre voie, parfois la plus imprévisible... »

« La domination économique, écrit-il encore, est tout pour la bourgeoisie, tandis que sa forme de domination politique est une question de dernier ordre. » En revanche, la question du pouvoir politique est celle qui commande pour le prolétariat la possibilité de son émancipation économique et idéologique. En rester à la lutte économique, c'est donc rester prisonnier du jeu de la

bourgeoisie ; aussi le trade-unionisme n'est-il que « la politique bourgeoise de la classe ouvrière ».

Par des approches distinctes, Lénine et Trotski ont développé une compréhension convergente du politique. C'est ce qui a permis, par-delà leurs désaccords, la convergence décisive de 1917 sur les questions cruciales des soviets et de l'insurrection. Le premier a dégagé une idée novatrice de la stratégie politique et des rapports du prolétariat à l'État à travers une théorie de l'organisation politique et de l'indépendance de classe¹¹. Le second est parvenu à des conclusions voisines à partir d'une analyse de la dialectique internationale de la révolution, avec ses thèses sur la révolution permanente et le développement inégal et combiné¹². L'un et l'autre se rejoignent sur une nouvelle définition de la dialectique révolutionnaire entre l'avant-garde et les masses dans le mouvement d'auto-organisation de la classe. C'est de ce point de rencontre que part la tradition bolchevique, en rupture avec l'évolutionnisme et l'empirisme « hors du temps » de la II^e Internationale.

III. Le débat italien : la démocratie en question

Dans un second article de 1975, Bobbio tentait de répertorier ce qu'il appelle « les règles communément admises de la démocratie » :

- tous les citoyens majeurs jouissent des droits politiques et de vote ;
- leur vote doit avoir un poids égal ;
- une libre confrontation des groupes politiques doit être possible ;
- aucune décision prise à la majorité ne doit empêcher la minorité de devenir majoritaire.

Il recense ensuite ce qu'il considère comme les « paradoxes de la démocratie moderne » :

- la taille croissante des États est de plus en plus défavorable à l'exercice de la démocratie directe ;
- la multiplication des fonctions de l'État favorise l'émergence d'une bureaucratie ;
- l'augmentation des problèmes requérant des solutions techniques favorise la constitution d'une technocratie ;
- enfin, « l'homme-masse » de notre société est loin du citoyen responsable souhaité par Rousseau.

Soit. Ce sont là des contradictions et non des paradoxes. Mais qu'en conclure ? Que devant les difficultés accrues de la démocratie, il faut se contenter d'en préserver les acquis, par la défense de l'État « libéral » ? C'est ce que semble suggérer Bobbio, et avec lui, pourquoi pas, les nouveaux philosophes en campagne sur le thème : plutôt Giscard que le goulag... Nos conclusions sont aux antipodes :

a) Si la démocratie bourgeoise est de plus en plus difficile, il y a à cela des raisons infiniment plus profondes que les théorèmes sociologiques de Bobbio, liées aux conditions même de l'accumulation du capital. La solution n'est pas dans une simple conservation, mais dans un dépassement vers la démocratie socialiste et révolutionnaire.

b) La croissance de l'État et de ses fonctions ne saurait être limitée par une revalorisation des contrôles parlementaires, mais seulement par une décentralisation du pouvoir et une

socialisation de ses fonctions : socialiser l'État, commencer à le faire dépérir, au lieu d'étatiser la société.

c) Le développement technique n'est pas fatalement générateur de technocratie, à condition que le choix des techniques et leur finalité soient partie prenante d'une planification autogérée et non des fétiches dressés face aux producteurs.

d) « L'homme-masse » n'est qu'une désignation confuse de l'homme-marchandise (de l'homme-force de travail), exploité en tant que force de travail et aliéné en tant que marchandise : il serait absurde de demander à une marchandise d'être un « citoyen responsable » sans préalablement briser son statut.

Décidément, Bobbio et nous ne regardons pas l'histoire dans le même sens.

Il annonce comme une révélation percutante que la relation entre démocratie et socialisme n'est pas pacifique. D'après lui, au lieu de proclamer le lien indissoluble entre l'une et l'autre, mieux vaudrait se demander pourquoi la démocratie ne fut pas respectée là où il y eut socialisme, et pourquoi, là où elle fut « respectée », il n'y eut pas avènement du socialisme. Ce seul énoncé constitue une véritable escroquerie historique et théorique, dans la mesure où il suppose qu'il y eut effectivement socialisme là où nous considérons qu'il y eut contre-révolution bureaucratique (contre-révolution violente et sanglante sur une période d'une dizaine d'années, 1927-1938), et dans la mesure où il donne un label démocratique (de « démocratie respectée ») à des États bourgeois, qui furent et sont, sous leur habit parlementaire, des États de guerres coloniales, de répression anti-ouvrière, de torture blanche. Quel est le prix de la démocratie britannique à l'heure irlandaise ? Et surtout, quel est le prix de la paix sociale et démocratique en Allemagne de l'Ouest ? Il ne s'agit pas seulement d'évoquer son prix immédiat : le régime des prisons, les interdictions professionnelles..., mais aussi son prix historique de guerres et de camps par lesquels fut brisée la classe ouvrière allemande. Il serait trop commode de photographier l'instantané d'un régime en l'isolant du processus historique qui l'a produit. Le nazisme fait partie intégrante des fonctions de l'histoire de la « démocratie allemande », le colonialisme partie intégrante des fonctions de la « démocratie française ».

En fait, l'hypothèse d'un capitalisme stable avec un régime démocratique stable n'existe pas. Qu'il suffise de constater comment les actions ultra-minoritaires de la Raf paraissent, aux yeux d'un Duverger, ressusciter les vieux démons et menacer le régime, à croire que cette démocratie-là a des petons d'argile et n'est viable qu'à condition de n'être pas bousculée. Comme l'écrivait Trotski dans *Terrorisme et Communisme* : « En se survivant, la démocratie ne résout aucun problème, n'efface aucune contradiction, ne guérit aucune blessure, ne prévient ni les insurrections de la droite ni celles de la gauche [...]. Ce n'est pas la démocratie, c'est le bonapartisme qui représente, au point de vue de Marx, la phase finale du pouvoir de la bourgeoisie. »

Ce n'est pas en réalité le rapport entre socialisme et démocratie qui serait conflictuel, mais la notion même de démocratie qui reste porteuse de contradictions, aussi longtemps que subsistent la séparation de la société civile et de l'État, la division du travail (manuel/intellectuel, ville/campagne), en un mot aussi longtemps que l'État n'a pas dépéri en tant que corps séparé.

IV. Démocratie directe et démocratie représentative

Bien que l'idée de démocratie directe soit « l'idée directrice de la théorie socialiste de l'État », démocratie directe et démocratie représentative ne sont pas, selon Bobbio, incompatibles. La première peut compléter la seconde, mais elle ne saurait la remplacer : un comité de quartier n'est pas « compétent » sur le problème de la cité ou de la nation, il ne peut être qu'un « correctif utile ».

Bobbio retient comme indice et critère de ce qu'il entend par démocratie directe, le principe du mandat impératif. Il considère que dans le cadre représentatif (parlementaire), l'existence des partis permet de dépasser les points de vue parcellaires : « Le parti devrait fonctionner comme catalyseur d'aspirations non sectorielles et, médiatisant la relation entre électeur et député, devrait la dépersonnaliser. » Ainsi, le régime parlementaire instaurerait, par le biais de la discipline de parti, un substitut au mandat impératif, qui s'exercerait ainsi dans les strictes limites de son utilité. Car si un tel mandat relève seulement d'un petit groupe, il ne peut être contrôlé sans médiations. « L'erreur qu'ont toujours encourue les théoriciens de la démocratie industrielle, écrit Bobbio, c'est de croire à la possibilité de résoudre la démocratie politique dans la démocratie économique, l'auto-gouvernement des citoyens par l'autogouvernement des producteurs. L'erreur vient de croire qu'il n'existe pas de problèmes du citoyen distincts de ceux du travailleur. Pourtant, ces problèmes existent et ce sont précisément les problèmes de la liberté, des libertés civiles et politiques, dont la sous-estimation est l'un des legs peu bénéfiques de la pensée marxienne. »

Le texte canonique de cette tradition réside selon lui dans les quelques pages de la *Question juive* (écrit de jeunesse de Marx), qui seraient « devenues un commode passeport pour les apprentis dictateurs ». Une interprétation à peine abusive en ferait une « espèce de contre-déclaration des droits de l'homme ».

La position de Bobbio est cohérente. Il a commencé par reprocher au marxisme le caractère rachitique de sa théorie de l'État. Il finit par défendre la spécificité des problèmes du citoyen par rapport à l'État, et l'autonomie d'une sphère des libertés publiques envers les servitudes de la production. Pour lui, le citoyen peut être libre et le producteur enchaîné, sans qu'il y ait là une contradiction qui affecte le contenu effectif d'une telle « démocratie ». Il expédie donc d'une phrase polémique la critique marxiste du libéralisme bourgeois, critique qui part de la *Question juive* et de la *Contribution à la critique de la philosophie du droit* et se poursuit et s'approfondit avec *l'Idéologie allemande* et la *Critique du Programme de Gotha* ; mais, il ne se donne nullement la peine de la réfuter. Il se contente d'assumer *a contrario* la thèse du libéralisme classique. En outre, il réduit abusivement la conception marxiste du socialisme à une démocratie des producteurs, ignorant superbement la lutte de Lénine contre l'Opposition ouvrière, qui constitue une condamnation vigoureuse de toute version économiste de l'État ouvrier. Rappelons tout de même que les soviets sont des organes de pouvoir territoriaux, qui embrassent tous les problèmes de l'organisation sociale (urbains, culturels, économiques). Leur originalité vient de ce que les délégués y sont élus sur la base d'unités de travail et de communautés de base permettant leur contrôle effectif par les mandants.

Revenant sur le sujet au terme (provisoire) du débat, dans un article intitulé « Quel socialisme ? », Bobbio nuance sa position sous prétexte de provocation initiale :

« J'ai voulu briser les légendes selon lesquelles existent deux formes de

démocratie incompatibles, et que l'une, la représentative, est caractéristique de la démocratie bourgeoise, l'autre, la directe, caractéristique de la démocratie prolétarienne, et qu'en conséquence l'une est mauvaise et l'autre bonne... » Entre les deux, il n'y a pas pour lui rupture mais continuité. La démocratie s'élargit sans se transformer, puisqu'il ne s'agit plus seulement de savoir qui vote mais où l'on vote. La démocratie directe se réduit donc, à ses yeux, à une « extension de la méthode démocratique ».

Ici, l'affaire devient sérieuse. En effet, la négation de la différence de nature établie par le bolchevisme entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière est aujourd'hui largement partagée, aussi bien par les idéologues de l'eurocommunisme que par ceux de la social-démocratie. Dans son livre sur l'eurocommunisme, F. Claudin lui-même revient sur les acquis de la révolution d'Octobre en objectant que l'opposition entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne accrédi terait l'idée que la bourgeoisie puisse être démocratique. Il esquive donc la difficulté en présentant de bout en bout la démocratie comme une conquête du prolétariat, qui traverserait la société bourgeoise pour s'épanouir dans la démocratie socialiste. Il fait ainsi l'économie, non innocente, de la critique des formes institutionnelles de la démocratie que nous continuons à définir comme bourgeoise.

Cette réconciliation, par-delà les contenus de classe, des démocraties dans une démocratie unique, permet à ces auteurs de ne pas se prononcer sur ce qui doit primer, de la démocratie directe ou de la démocratie représentative, et de préconiser leur combinaison. On retrouve ce thème de la complémentarité aussi bien chez les auteurs des PC français (C. Buci-Glucksmann), italien (Ingrao) et espagnol (Carrillo, Sartorius), que chez les idéologues du Ceres ou de la CFDT (Rosanvallon). Ce dernier constate ainsi, dans *l'Age de l'autogestion* : « Dans les faits, la démocratie directe comme expression immédiate d'un groupe n'existe que grâce à l'agent d'unification qu'est l'événement ayant provoqué le rassemblement. Elle n'est donc que momentanée. » Une telle position aboutit indirectement à une valorisation des institutions parlementaires.

Cette thèse de la « démocratie mixte », qui ne tolère la démocratie directe que comme auxiliaire des formes parlementaires, se retrouve même chez les auteurs du PCI qui ont combattu avec un minimum de tenue les platitudes social-démocrates d'un Bobbio.

Ainsi, pour U. Cerroni, la destruction des formes répressives de l'État et l'extension graduelle des formes d'autogestion ne se distinguera pas de « l'expansion graduelle de la démocratie représentative pure (!), avec des formes de démocratie directe contrôlées par la base ». Cela ne signifierait pas opposition entre les deux. La démocratie « intégrale » ne pouvant résulter que de l'extinction de l'État. En attendant, sa médiation reste nécessaire, de même que « la représentation et la délégation, et l'égalité formelle politique-juridique ». Car, ajoute Cerroni, « l'opposition entre les deux formes de démocratie aboutirait à une négation de l'égalité formelle de tous et des procédures formelles assurant une telle égalité ; à une négation en somme de l'égalité juridique et des procédures de droit ».

Ce n'est donc pour lui pas par hasard que les solutions « soviétistes » n'ont été que des « météores ». Aussi, préconise-t-il « la combinaison progressive de la démocratie représentative avec la démocratie directe en vue de développer la liberté ».

Intervenant dans les colonnes de *Rinascita* à la suite de Cerroni, Achille Occhetto définit le concept de « démocratie mixte » qui permettrait de surmonter la contradiction, inhérente au projet socialiste, entre le postulat de la régulation sociale à travers le Plan et la

désarticulation tendancielle de la société par les formes de démocratie directe. « L'évidente décomposition du processus démocratique en corporatisme finirait, conclut-il, par revenir à proposer le moment de la synthèse mais, comme c'est déjà arrivé, à travers la superposition d'un pouvoir décisive pratiquement incontrôlé dans toutes les grandes décisions capitales. »

Il faut donc comprendre que pour lui la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et la subordination des organes soviétiques au régime du parti unique ne constituent qu'un exemple historiquement situé d'un danger plus global de dégénérescence institutionnelle : l'incapacité de la pyramide des conseils à forger un point de vue d'ensemble, et à se hisser au-dessus de préoccupations parcellaires pour atteindre le niveau de la synthèse, créerait une sorte de vacance du pouvoir, que vient logiquement combler l'orientation générale du parti.

La dégénérescence bureaucratique aurait ainsi, par-delà les particularités du cas stalinien, des racines institutionnelles liées aux faiblesses de la démocratie directe.

Allant droit aux conclusions de ce débat, Ingrao donne le fin mot de la besogne qui mobilise, dans les différents PC, les fantassins de l'idéologie : « De toute façon, le développement des structures d'auto-organisation de type conseilliste pose le problème d'une instance de vérification et de décision. Le Parlement, élu au suffrage universel, sur la base des circonscriptions électorales peut être cette instance. »

Notons ici que la « démocratie mixte » se réduit, en fait de mixité, à une sauvegarde de la démocratie parlementaire, avec tolérance relative d'organes de démocratie directe. La pratique municipale du PCI, la politique du PCE dans les commissions ouvrières, la position du PCF sur les comités de grève ou la souveraineté des assemblées générales, ne visent en dernière analyse qu'à canaliser (et non à promouvoir) la démocratie de base pour mieux la subordonner à la démocratie représentative, autrement dit, au parlement bourgeois.

Cette conception doit être réfutée avec d'autant plus d'énergie qu'elle déborde largement les rangs des grandes formations réformistes et trouve de nouveaux défenseurs dans les courants centristes et chez certains marxistes indépendants. Ainsi, dans son débat avec Henri Weber¹³, Poulantzas parle lui aussi « d'articuler » une lutte interne à l'État avec une lutte parallèle « engendrant toute une série de réseaux de pouvoir populaire à la base ». Lui aussi défend « l'articulation entre les formes de démocratie représentative et les formes de démocratie directe ». Lui aussi, enfin, associe la défense des libertés au maintien des institutions parlementaires :

« Si on veut préserver les libertés politiques et les libertés formelles, cela implique, je crois, le maintien de certaines institutions qui les incarnent, et aussi une représentativité, c'est-à-dire des centres de pouvoir, des assemblées qui ne soient pas directement calquées sur le modèle de la démocratie directe. C'est-à-dire des assemblées territoriales élues au suffrage universel direct et secret et qui ne soient pas uniquement régies par le mandat impératif et la révocabilité à tout instant. »

Nous sommes au cœur du débat. Mais pour le pousser plus avant, un retour sur l'histoire s'impose.

IV. Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste

Les thèses actuelles des PC « eurocommunistes » reviennent à une fétichisation de la démocratie formelle, indépendamment de son contenu de classe. Elles signifient par là même une révision de fond sur la question de l'État.

Parachevant son évolution révisionniste, Kautsky écrivait en 1927 dans *la Conception matérialiste de l'histoire*¹⁴ :

« La différence entre l'État démocratique moderne et les formes étatiques précédentes réside dans le fait que l'exploitation de son appareil étatique au service des classes ne lui est pas essentielle. [...] Au contraire, l'État moderne tend, par sa structure même, à être l'organe de la majorité du peuple et donc des classes travailleuses. [...] D'instrument d'oppression, il se transforme en instrument de libération pour les exploités. »

Kautsky pousse là jusqu'à ses ultimes conséquences sa rupture envers la théorie léniniste de l'État.

Il serait superflu de reprendre ici les multiples polémiques de Lénine contre l'abstraction du concept de « démocratie pure ». À chaque occasion, il demande concrètement si les travailleurs ont accès à la presse et dans quelles conditions, s'ils disposent des meilleurs locaux pour se réunir librement... Dans sa lettre de 1919 aux communistes de Bavière, pendant l'éphémère République des conseils, il leur demande s'ils ont décrété la journée de travail de quatre heures ! L'opposition entre léninisme et kautskysme sur la question de l'État est assez largement connue, notamment par la diffusion massive du *Renégat Kaustky*. En revanche, il est plus intéressant de remarquer que les néorévissionnistes eurocommunistes se situent sur le plan théorique généralement à droite de certains courants historiques de la social-démocratie elle-même, sur le sujet même qui est à l'origine de la délimitation entre communisme et social-démocratie.

Max Adler, théoricien de la gauche austromarxiste¹⁵ gardait sur le problème de l'État un point de vue autrement rigoureux que celui d'un Carrillo ou d'un Marchais, aujourd'hui :

« Il apparaît, écrivait-il, que le concept de démocratie est un concept ambigu lorsque nous le détachons de ses rapports avec la division des classes dans la société bourgeoise. C'est pourquoi il ne convient pas de parler de démocratie tout court ; il y a une séparation nette entre démocratie bourgeoise et démocratie sociale, bien que cette dernière n'existe pas encore et ne corresponde pas exactement aux intérêts de la première. Cela a une conséquence pour le concept plus large de démocratie qui ne signifie pas seulement égalité des droits, mais aussi domination du peuple. Nous arrivons ainsi au point central de tout le problème et, en même temps, à la question la plus brûlante de notre temps. »

Adler reconnaît au moins que, dans une société capitaliste, la démocratie la plus avancée

ne saurait être qu'apparente, dans la mesure où fait défaut la condition sans laquelle l'autodétermination du peuple est impossible : « un peuple homogène ». De façon assez confuse, il se rapproche à ce propos de la critique marxiste classique de la division entre citoyen et homme privé, telle précisément que Marx l'exprima dès la *Question juive*. Se réclamant de Rousseau, il refuse de reconnaître dans la volonté de la majorité arithmétique le principe de la démocratie ; il lui oppose la « volonté de la communauté » ou « volonté générale » qui ne saurait résulter d'une simple opération numérique. Max Adler rejoint sur ce point la polémique engagée par son prestigieux homonyme Fritz Adler contre « les accidents de l'arithmétique » parlementaire¹⁶.

Alors même que la question de la dictature du prolétariat divisait le mouvement ouvrier international, Max Adler, dirigeant de la social-démocratie autrichienne écrivait sans détours au début des années 1920 :

« La social-démocratie révolutionnaire continue à maintenir la revendication de la dictature du prolétariat, dans laquelle elle voit l'instrument approprié de sa victoire. Il est donc entièrement erroné de représenter les choses comme s'il s'agissait de choisir entre la dictature et la démocratie. Pour elle, une seule question se pose : quand et comment la dictature est-elle possible ? En d'autres termes ce n'est pas une question de principe, mais une simple question de tactique. Le social-démocrate marxiste est un communiste et un défenseur de la dictature du prolétariat, seulement il ne se la laisse pas imposer par une simple passion révolutionnaire mais se demande, comme marxiste, quelles sont les possibilités conformément aux conditions économiques différentes dans chaque pays. Cette identité évidente de la social-démocratie marxiste et du communisme ne pouvait devenir douteuse que parce que le bolchevisme prétendait être le seul communisme. »

Il serait faux de percevoir la véritable nature de la social-démocratie autrichienne à l'image de Max Adler qui n'y joua en fin de compte que le rôle d'un minoritaire respecté. Il n'en demeure pas moins que les contradictions dans lesquelles il semble se mouvoir (entre communisme et social-démocratie) trouvent dans la politique de l'IC et de ses sections entre 1919 et 1921 un réel fondement. Lorsqu'il critique implicitement une conception minoritaire de la dictature du prolétariat, il fait allusion à un putschisme qui marque bel et bien la pratique de l'IC. Adler a vécu de près le projet insurrectionnel du jeune PC autrichien minoritaire en juin 1919 et son échec. Il connaît les conséquences désastreuses de l'action aventuriste de mars 1921 engagée par le jeune PC allemand. Ce n'est donc pas sans raison qu'il met en garde contre une dictature du prolétariat conçue comme le fruit d'une insurrection minoritaire :

« Si une partie du prolétariat essaie d'imposer la dictature du prolétariat comme terrorisme de classe, alors cette dictature se transforme en spartakisme, c'est-à-dire en putschisme armé. »

D'autre part, ce n'est pas non plus sans raison qu'il dénonce une certaine autoproclamation sectaire du bolchevisme. Si la délimitation des partis communistes envers le vieil opportunisme de la II^e Internationale était bien nécessaire, la façon dont la vingt et unième condition d'adhésion à l'Internationale communiste a provoqué des scissions mécaniques

Ce sur quoi insiste Adler, au moment même où l'IC amorce son tournant vers les masses et le front unique¹⁸, c'est sur le caractère majoritaire que doit revêtir la dictature du prolétariat. L'apparente contradiction entre les notions mêmes de dictature et de démocratie, dont se saisit Kaustky, résulte en fait d'une difficulté à concevoir une dictature majoritaire, radicalement distincte du despotisme minoritaire. Le prolétariat ne peut pourtant s'ériger en classe dominante que s'il devient lui-même la réunion, sinon de tous, du moins « des plus importants intérêts populaires qui se dressent contre l'oppression ».

V. La question de la Constituante et de sa dissolution en Russie

À l'origine des débats passés et présents sur les rapports entre démocratie directe et démocratie représentative, sur leur complémentarité ou leur antagonisme, on trouve la pénible expérience de l'Assemblée constituante élue en novembre 1917 en Russie, et dissoute dès sa réunion en janvier 1918.

Pendant toute l'année 1917, à partir de février, les bolcheviques se sont battus pour l'élection d'une Constituante, « forme supérieure de la démocratie bourgeoise », selon Lénine. Face aux tergiversations du gouvernement, ils gagnent après la tentative de putsch de Kornilov (en août) la majorité dans un certain nombre de syndicats, de casernes, de municipalités clefs, ainsi et surtout que dans les soviets encore majoritairement contrôlés en juillet par les mencheviques et les socialistes révolutionnaires. C'est dans ce contexte qu'ils lancent en octobre le mot d'ordre de « Tout le pouvoir aux soviets » et organisent l'insurrection victorieuse. Les élections à la Constituante ont lieu comme prévu un mois plus tard. Mencheviques et socialistes révolutionnaires y ont la majorité contre les bolcheviques. Dès le soir de sa première réunion, en janvier, le gouvernement donne l'ordre de sa dissolution, Lénine recommandant même que la tâche en soit confiée à un régiment d'origine prolétarienne, car des régiments d'origine rurale pourraient être mystifiés par cette caricature de démocratie.

C'est à partir de cette affaire que s'engage, dès l'été 1918, la grande polémique autour du pamphlet de Kautsky la Dictature du prolétariat et la réponse de Lénine : le Renégat Kautsky¹⁹. Rosa Luxemburg intervient indirectement dans la controverse en rédigeant dans la prison où elle est alors détenue une brochure sur la révolution russe que Paul Lévi ne publiera qu'après sa mort. Enfin, Trotski aborde la question dans sa brochure sur *l'Avènement du bolchevisme* ; il y reviendra deux ans plus tard (1920) dans *Terrorisme et Communisme*, et plus tard encore dans *l'Internationale communiste après Lénine*²⁰. Quels sont, dans leurs grandes lignes, les arguments échangés ?

Kautsky rappelle notamment que la décision du congrès des soviets ratifiant l'insurrection commençait par affirmer : « Pour le gouvernement du pays, un gouvernement d'ouvriers et de paysans est à former jusqu'à la réunion de la Constituante. » Le 7 décembre, le comité exécutif des soviets a publié une décision insistant sur la révocabilité des élus comme principe démocratique y compris pour la Constituante : « Si plus de la moitié des électeurs d'une circonscription électorale le veulent, les conseils sont tenus d'organiser une nouvelle élection. » Ce n'est que le 26 décembre que la *Pravda* publia les thèses de Lénine sur la Constituante qui expliquaient en quoi cette assemblée retardait sur les événements et la

~~fonction réactionnaire qu'elle était en conséquence appelée à jouer. Si cette Constituante~~
était dépassée, pourquoi, demande Kautsky, n'avoir pas simplement appliqué aux socialistes révolutionnaires la révocabilité prévue par le communiqué du 7 décembre ? En fait, il faut bien voir que cette question pertinente n'occupait pour Kautsky qu'une place tactique dans une offensive plus fondamentale contre la stratégie bolchevique et le concept même de dictature du prolétariat.

Rosa Luxemburg développe une critique de l'attitude des bolcheviques qui, tout en restant sur le terrain de la théorie révolutionnaire à la différence de Kautsky, va beaucoup plus au fond du problème. Elle admet, en effet, qu'il fallait « casser cette Constituante surannée et donc mort-née et prescrire sans tarder de nouvelles élections pour une assemblée constituante ». Car il était impensable de confier le sort de cette révolution aux représentants de la Russie d'hier. Mais il ne restait plus, dès lors, qu'à « convoquer tout de suite à sa place une assemblée issue d'une Russie rénovée et qui était allée plus loin ».

« Au lieu de cela, poursuit Rosa, Trotski généralise et conclut à partir de l'insuffisance spécifique de l'Assemblée constituante réunie en octobre (elle confond réunion et élection) à l'invalidité absolue de toute représentation issue des élections populaires générales au cours de la révolution. »

Allant au-delà, Rosa prend la question de la Constituante comme l'indice et le test de problèmes plus fondamentaux concernant les rapports du socialisme et de la démocratie dans leur ensemble. Peut-être faut-il voir dans cette sensibilité incontestablement plus vive sur le sujet que celle de Lénine ou Trotski, l'effet d'une expérience distincte des appareils d'État (exprimant la différence déjà affirmée entre l'État allemand et l'État tsariste infiniment moins complexe et ramifié). Le fait est que la même Rosa qui avait pourfendu impitoyablement le crétinisme parlementaire de son parti, rappelle énergiquement aux bolcheviques que malgré tout, « l'opinion publique irrigue constamment les institutions démocratiques ». Comment expliquer sans cela ce qu'elle appelle les « cabrioles parlementaires » ?

« Cette action constamment vivace de l'opinion et de la maturité politique des masses devrait donc juste en période de révolution déclarer forfait devant le schéma rigide des enseignes de parti et des listes électorales ? Tout au contraire... »

Elle reconnaît que les institutions démocratiques ont certes leurs limites. Mais le remède de Lénine et Trotski, « supprimer la démocratie », est pire que le mal : « Il obstrue la source vivante d'où auraient pu jaillir les correctifs aux imperfections congénitales des institutions sociales. » Face à la contre-révolution, Rosa réclame une main de fer, mais la privation du droit de vote pour une série de couches « ne constitue pas pour autant une nécessité, mais seulement une improvisation vouée à l'échec ». La terreur, avertit Rosa, est une arme à double tranchant, c'est elle qui démoralise :

« Nous n'avons pas parlé de la suppression des garanties démocratiques les plus importantes pour une vie saine publique : liberté de la presse, droit d'association et de réunion devenus illégaux pour tous les ennemis du gouvernement soviétique. L'argumentation de Trotski sur la lourdeur des institutions

démocratiques ne suffit pas, et de loin, à justifier ces atteintes. Cependant, une chose est certaine et incontestable : sans une presse libre et dégagée de toute entrave, si l'on empêche la vie des réunions et associations de se dérouler, la domination de vastes couches populaires est alors parfaitement impensable. Lénine dit que l'État bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'État socialiste un instrument d'oppression de la bourgeoisie. Qu'il n'est en quelque sorte qu'un État capitaliste inversé. Cette conception simpliste omet l'essentiel, pour que la classe bourgeoise puisse exercer sa domination, point n'est besoin d'enseigner et d'éduquer politiquement l'ensemble de la masse populaire [...]. Pour la dictature du prolétariat, c'est là l'élément vital, le souffle sans lequel elle ne pourrait exister. »

Comment dire mieux et plus clairement ? Rosa reproche en somme à Lénine et Trotski de tomber dans le piège kautskyste de l'opposition formelle entre dictature et démocratie. Elle-même ne renonce pas à la dictature du prolétariat mais la conçoit comme application de la démocratie et non comme sa suppression. Elle met donc en garde contre le danger pour les bolcheviques de faire de nécessité vertu en érigeant en théorie une tactique qui « leur a été imposée par des conditions fatales ».

Lénine n'esquive pas la discussion provoquée par Kautsky. Il souligne, au contraire, que la question de la Constituante et de la dissolution constitue bien le « fin fond » de la brochure de Kautsky. Il rappelle que, pour lui, la supériorité de la démocratie soviétique sur la Constituante ne constitue pas un prétexte de circonstances et de dernière heure, puisque, dès le début du processus révolutionnaire, dès les *Thèses d'avril*, il indiquait que « la république des soviets était une forme de démocratie supérieure à celle d'une république bourgeoise ordinaire avec assemblée constituante ». Il relève que dans sa composition, la Constituante élue en novembre reflétait le même état d'esprit (et le même rapport de forces) que le 1^{er} Congrès des soviets (réuni avant les journées de juillet !), alors qu'entre l'élection et la réunion de la Constituante s'étaient déjà tenus en octobre et en janvier deux nouveaux congrès des soviets :

« L'historique même des soviets démontre à lui seul que l'Assemblée constituante était réactionnaire et sa dissolution inévitable. »

La bourgeoisie s'est mise selon lui hors des soviets en soutenant la tentative de coup de Kornilov. Lorsque la Constituante se réunit enfin, le pays est déjà divisé par la guerre civile et une telle institution ne saurait qu'apporter une pseudo-légitimité à la contre-révolution. Ce n'est, ajoute-t-il, que pendant l'été et l'automne 1918 que les masses paysannes ont entrepris leur octobre (notamment avec le retour des soldats après la paix de Brest-Litovsk).

Trotski reprend à peu de chose près les mêmes arguments. Il explique que les listes présentées aux élections ont été établies avant la victoire d'Octobre, de sorte que Kerensky y figurait comme tête de liste pour les socialistes-révolutionnaires, que les socialistes révolutionnaires de gauche favorables à la dissolution de la Constituante étaient élus sur la liste majoritaire, qu'au moment des élections la nouvelle de la victoire d'Octobre n'avait pas encore pénétré en profondeur cet immense pays et n'avait pas produit toutes ses conséquences. Conscient du caractère exceptionnel des circonstances, il combat l'abstraction professorale de Kautsky, tout en laissant certaines questions ouvertes. Il

admet ainsi qu'il est « avantageux » pour le prolétariat de pratiquer la lutte de classes « et même la dictature dans le cadre des institutions démocratiques »²¹. Mais il n'en résulte pas, ajoute-t-il, que « l'histoire rende toujours possible pour le prolétariat une pareille combinaison. Il ne résulte pas de la théorie marxiste que l'histoire réalise toujours les conditions les plus favorables au prolétariat. » Les élections sont donc venues trop tard, quand la lutte des classes avait déjà pris « un caractère si aigu, qu'elle a fait éclater les cadres formels de la démocratie ». C'est la « grossière mécanique » des élections démocratiques à la Constituante qui a créé une contradiction qui ne pouvait être résolue que par la solution « chirurgicale » de la dissolution.

Avec le recul, à qui donner raison ? La question est trop sérieuse et difficile pour se risquer à un jugement péremptoire sans maîtriser le contexte exact de ces premiers pas de la première révolution prolétarienne.

À la lumière de nos connaissances historiques actuelles, il semble bien que, du point de vue de la politique concrète, Lénine et Trotski aient le réalisme de leur côté. Mais, s'il est difficile de leur reprocher les mesures prises, on ne peut se satisfaire en revanche de leurs réponses politiques qui ne se préoccupent que de réfuter les arguments de Kautsky sans prendre soin de répondre aux questions fondamentales soulevées par Rosa.

Cette négligence peut s'expliquer par le fait que la direction bolchevique ne connut les arguments de Rosa que plus tard, ou par le fait qu'ils avaient alors d'autres chats à fouetter et devaient parer au plus pressé. Mais, même plus tard, ils ne sont pas revenus suffisamment sur le fond. De sorte qu'il subsiste une tonalité préjudiciable aujourd'hui à la lutte pour le socialisme. On a en effet le sentiment que les dirigeants les plus représentatifs, à commencer par Lénine, n'ont pas toujours échappé au danger de faire de nécessité vertu.

Dans les thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, thèses de portée universelle, qu'il présente au I^{er} congrès de l'Internationale communiste. Lénine met tout son poids dans la critique des allusions de la « démocratie pure » et dans la démystification de la liberté formelle de la presse ou de la liberté de réunion. Il ne perçoit pas encore le danger de la dégénérescence bureaucratique, On peut comprendre la place centrale de cette polémique trois ans à peine après que Rosa et Liebknecht aient été assassinés par des sociaux-démocrates au nom précisément de la démocratie « pure ». Mais [nous devons] tenir compte à présent des développements ultérieurs de l'État soviétique pour mieux défendre le contenu démocratique de la dictature du prolétariat²².

Nous devons également comprendre que Lénine a eu réellement tendance à répondre par des généralisations principielles à des contradictions résultant de l'isolement de la Révolution russe et de l'impasse stratégique qu'il provoque. La confusion pas toujours évitée entre les arguments de principe et les mesures de conjoncture a incontestablement hypothéqué une réflexion approfondie sur les conditions de dépassement (dans le sens d'une démocratie plus large) de la démocratie bourgeoise. Or, comme le remarque Cerroni, le fait que la dictature bourgeoise puisse s'exercer à travers l'égalisation même formelle de tous pose la question symétrique de savoir si la dictature du prolétariat peut s'exercer à travers l'égalité formelle de tous, y compris des non-prolétaires ou même des bourgeois.

VI. La dialectique de la démocratie

Gramsci et Max Adler se sont efforcés parallèlement de définir l'originalité fondamentale des conseils ouvriers. Pour le premier,

« la dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont en tant que tels des esclaves du capital. Le conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation... Sa raison d'être est dans le travail, dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire qu'il s'agit précisément de dépasser [...] »²³.

Quant au second, il pensait qu'à travers le système des conseils naît « une ample représentation des couches les plus diverses de la population laborieuse » qui instaurera enfin une « réelle volonté générale ».

Aujourd'hui, les sociaux-démocrates, qui se prétendent aussi autogestionnaires que les idéologues de l'eurocommunisme, s'accordent à dénoncer les dangers corporatifs de la démocratie directe. Une volonté générale exprimant les intérêts historiques du prolétariat ne saurait, selon eux, émerger, à travers la seule pyramide des conseils, de points de vue fragmentaires et d'intérêts parcellaires. Surtout si les délégués sont révocables à chaque échelon et liés à leurs mandants par le principe du mandat impératif. La démocratie des conseils aboutirait donc soit à la paralysie, soit au nivellement par le plus petit commun dénominateur, à une sorte de moyenne résultant de compromis et concessions réciproques ; elle ne permettrait pas la formation d'une volonté générale et la définition d'un plan (projet) de transformation sociale ; elle déboucherait sur le rassemblement en un puzzle recollé de la conscience de classe morcelée, non sur son unification.

Le Parti communiste italien a été le premier à comprendre le bénéfice qu'il pouvait tirer de cette lutte contre le danger corporatiste inhérent à la démocratie directe²⁴. Mais, même en la matière, il n'a finalement rien inventé. Seule l'ignorance de l'histoire peut donner un air de nouveauté à des idées qui s'inscrivent en fait dans une robuste tradition réformiste. Mencheviques et socialistes révolutionnaires ne dénonçaient-ils pas déjà le soulèvement de Petrograd comme un coup de force corporatiste du prolétariat urbain contre la volonté générale incarnée par la future Constituante ? Kautsky lui-même ne condamne-t-il pas dans la dictature du prolétariat l'élection pour les soviets locaux à partir des lieux de travail en argumentant qu'un « droit de vote par corporations au lieu du suffrage universel avait tendance à rétrécir l'horizon des gens concernés » ? Préfaçant Max Adler, Yvon Bourdet note que les conseils se sont souvent enlisés en Autriche dans « ce qu'on appelle aujourd'hui le poujadisme ». Enfin, Max Adler indique que les conseils ne doivent pas être considérés comme les institutions durables d'une société nouvelle, car ils tendraient alors « à stabiliser le caractère de classe du prolétariat ».

Cette généalogie douteuse n'évacue pas le problème qui est bien réel. Mais quel est-il en vérité ?

Il faut d'abord apporter des précisions concernant la révocabilité, le mandat impératif et le droit de vote, afin de bien distinguer le principal de l'accidentel.

~~Les bolcheviques ont, en effet, supprimé le droit de vote pour ceux qui ne travaillaient pas.~~
Mais Lénine a clairement affirmé le caractère strictement circonstanciel d'une telle mesure. Dans sa réponse à Kautsky, il précise :

« Que les exploités soient privés de leur droit de vote, c'est une question essentiellement russe et non celle de la dictature du prolétariat en général. »

Il rappelle qu'ayant abordé le fond théorique du problème dans *l'État et la Révolution*, il n'a pas dit « un mot sur la restriction du droit électoral ». Cette restriction n'est donc pas à ses yeux « un indice logique du concept de dictature du prolétariat » ; le seul indice nécessaire, c'est « la répression violente des exploités comme classe ».

Enfin, il considère qu'il serait erroné d'affirmer que les « révolutionnaires prolétariens apportent absolument des restrictions aux droits électoraux de la bourgeoisie ». Précisions utiles qui devraient permettre de lever toute obscurité sur ce point, même si l'on peut douter de l'efficacité des restrictions, même limitées au cas spécifique de la Russie de 1917. L'autre question, qui ne se confond pas avec la privation du droit de vote, est celle d'une représentativité inégalitaire des suffrages. En Russie, il y avait un député pour 50 000 ouvriers et un seulement pour 250 000 paysans. On peut imaginer aujourd'hui que dans les conseils territoriaux les délégués d'usine soient surreprésentés par rapport aux délégués des quartiers ; ou encore à l'intérieur même d'une usine que les travailleurs manuels soient surreprésentés par rapport aux travailleurs intellectuels, aussi longtemps que pèsera le lourd héritage de la division du travail.

Le principe du mandat impératif pose également problème. Dans une organisation revendicative ou contestataire, comme les syndicats, il exprime leur caractère fédératif. En revanche, on ne conçoit pas qu'un congrès de parti en lutte contre l'État bourgeois puisse fonctionner selon un tel principe. Il s'agit d'y définir une orientation générale (une stratégie) et le débat lui-même entre affiliés volontaires est censé faire évoluer les positions jusqu'au moment ultime du vote. Dans l'État de transition, on ne saurait prétendre que le pouvoir a un caractère strictement fédératif. Il demeure un instrument de lutte et l'expression d'une volonté générale. On peut donc imaginer que les délégués dans les congrès régionaux ou nationaux ne soient pas liés par un mandat impératif ; on peut aussi imaginer une représentation qui combine dans ces congrès une part de représentation fédérative et une part de délégués élus sur de grandes options (par tendance en quelque sorte).

En revanche, il demeure indispensable que les électeurs continuent à disposer du droit de révoquer, c'est-à-dire que le mandataire puisse être révoqué par ses mandants s'il ne les convainc pas du bien fondé de ses prises de position dans les congrès auxquels il a participé. Il n'est pas inutile de rappeler que le 1^{er} Congrès de l'Internationale communiste retient la révocabilité mais non le mandat impératif parmi les caractéristiques de la démocratie prolétarienne :

« Le système des conseils, par le droit de révocation, par sa fusion des pouvoirs législatif et exécutif, par la capacité des conseils à constituer des communautés de travail, lie les masses aux organes de l'administration. Ce lien est encore affermi par le fait que dans le système des conseils, les élections ne se font pas d'après les subdivisions territoriales artificielles, mais d'après les unités locales

Il faut en venir à présent à l'accusation de corporatisme portée par Bobbio et bien d'autres contre le système des conseils : incapable de dégager et synthétiser une réelle volonté générale, ce système ferait le lit du parti unique en tant que substitut.

Le problème existe. Lénine lui-même y fut confronté lorsqu'il mena bataille contre les thèses de l'Opposition ouvrière au X^e Congrès du Parti bolchevique (1921).

« Le marxisme, disait-il dans son intervention, enseigne que le parti politique de la classe ouvrière est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule en mesure de s'opposer aux inévitables oscillations petites bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse corporative ou des préjugés corporatifs dans le prolétariat, et de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire le diriger politiquement, et, par son intermédiaire, guider toutes les masses ouvrières »²⁵.

L'accusation d'anarcho-syndicalisme portée contre l'Opposition ouvrière est des plus graves à ses yeux, puisqu'elle justifie l'exclusion pure et simple du parti. Il inscrit ce combat dans l'offensive plus vaste engagée autour du X^e Congrès du Parti bolchevique et du III^e Congrès, trois mois plus tard, contre le gauchisme et le conseillisme.

Lénine ressent donc la nécessité de dresser énergiquement un rempart contre la dégénérescence corporative des conseils qui se dessine au moment où la révolution marque le pas et menace l'alliance avec la paysannerie. Cependant, au moment même où il prend conscience de ce danger, il mène dans le parti lui-même une bataille à ses yeux complémentaire, qui aboutit à l'interdiction des tendances et fractions. On a l'impression qu'à ce moment-là, le bolchevisme s'enlise dans une impasse. En effet, le III^e Congrès de l'Internationale communiste est celui du tournant vers les masses, de la réorientation vers le front unique, de la redéfinition du travail syndical. Pourtant, il perpétue (en écho à la lutte contre l'Opposition ouvrière) les obscurités des deux congrès précédents (et leurs erreurs) sur les rapports parti/ soviets en ne se prononçant pas clairement pour la souveraineté des organes soviétiques.

Nous savons aujourd'hui que les mesures prises par les bolcheviques contre le danger de dégénérescence corporative ont facilité l'avènement de la bureaucratie. Il faut donc en tirer toutes les leçons.

Bobbio prétend qu'à tout prendre, le Parlement demeure une meilleure garantie démocratique, en ajoutant que les députés sont soumis à un contrôle de fait par l'intermédiaire de leurs partis. Il faudrait une sacrée audace pour présenter aujourd'hui le régime de la III^e République comme le sommet jamais dépassé de la démocratie !

La seule façon de prendre le problème à bras-le-corps et de se garder doublement du corporatisme et de la bureaucratie (de leur dialectique), consiste à reconnaître d'abord la pleine souveraineté des conseils par rapport aux partis et à donner conjointement son plein rôle au pluripartisme.

La reconnaissance d'une pluralité de partis et tendances ne constitue pas, en effet, une

~~concession ou une simple garantie démocratique. Elle est une condition de fonctionnement~~
de la démocratie des conseils. Car il y a une certaine naïveté (ou mauvaise foi ?), à insister sur le danger corporatif inhérent aux conseils comme si, dans ce système, l'orientation générale ne devait être que l'addition, échelon par échelon, des points de vue parcellaires définis dans chaque instance de base. Les organes de démocratie directe ne partent pas que de leur seule expérience. Ils se prononcent sur des propositions, des orientations d'ensemble, sur des options défendues contradictoirement en leur sein par les grands courants de pensée et les partis. C'est par ce biais qu'opère la dialectique du général et du particulier. On peut même envisager des modalités concrètes, permettant que les partis soient présents en tant que tels dans les organes de base, où leurs représentants auraient droit de parole sinon de vote. Ainsi Rosa Luxemburg aurait pu défendre les positions de son parti dans le Congrès des conseils de Berlin, en novembre 1918.

Ajoutons accessoirement que la technologie moderne (médias) dans laquelle Bobbio voit un marchepied de la technocratie, peut aussi remplir une autre fonction. Le développement des techniques de radio et de télé permet pour de grands débats de garantir un contrôle direct des mandants sur les élus par le biais d'une retransmission en multiplex. Ils pourraient donc permettre, par-delà les dimensions de l'État moderne, de reconstituer une sorte d'agora audiovisuelle.

La souveraineté des organes de démocratie directe, le pluripartisme, la transformation des techniques d'information en techniques de communication constituent l'axe de notre réponse. Nous ne pensons évidemment pas que la question posée par les défenseurs de la « démocratie mixte » soit épuisée pour autant. Ainsi, nous avons vu que, dans sa réponse à Kautsky, Trotski n'exclut pas par principe l'exercice de la dictature du prolétariat « dans le cadre des institutions démocratiques », sa formule restant ambiguë sur la part de ces institutions héritée de la démocratie bourgeoise. Tout en précisant clairement que la démocratie directe doit primer, Mandel laisse ouverte la possibilité transitoire d'une certaine « démocratie mixte », dans laquelle les formes représentatives déperiraient rapidement sans être d'emblée abolies :

« Une fois que cette souveraineté des conseils est acquise, qu'il y ait un organe parlementaire pour s'occuper des questions secondaires dont on ne voit pas clairement l'utilité, il ne faut pas en faire une question de principe. Si c'est une question de tradition politique nationale dans certains pays, si c'est le lieu pour la confrontation des grands courants culturels ou idéologiques, je ne crois pas que ce soit une question essentielle, dès lors que le pouvoir économique est fermement et réellement dans les mains de la classe ouvrière armée, organisée en soviets »²⁶.

Il n'est pas inutile de rappeler quelle était, à ce sujet, la position de Max Adler. Pour éviter le péril corporatiste, il réservait le pouvoir de décision aux travailleurs ayant des convictions socialistes.

Le système des conseils se double ici d'une image utopique, celle des super-citoyens ou de citoyens d'élite (par leur niveau de conscience), dont la maturité serait la meilleure garantie. Cette position est particulièrement dangereuse, puisqu'elle autorise, à la limite, la vision du parti comme le rassemblement de ces citoyens ; même si Adler prend soin de préciser qu'il ne s'agit pas dans son idée de convictions socialistes exprimées de façon « partidaria », mais plutôt d'une sorte de dépassement des institutions du parti/avant-garde

par le parti/classe dont la nostalgie hante le mouvement ouvrier d'après 1914. Ce mélange de conseillisme radical et de socialisme utopique provoque chez Adler de telles contradictions qu'il est obligé de compléter son système de pouvoir par le maintien d'institutions représentatives, en s'efforçant sur le papier d'en subordonner les fonctions :

« L'Assemblée nationale doit rester en place, car son système électoral tout différent donne à la partie de la population qui n'est pas socialiste la possibilité d'avoir ses intérêts représentés. »

Il conçoit donc la « coexistence de ces deux formes de représentation », en précisant que le poids déterminant revient au conseil central des conseils ouvriers, dans la mesure où « il incarne, comme représentation de la population laborieuse qui constitue une classe homogène, la véritable volonté de transformation sociale, contrairement à l'Assemblée nationale, à laquelle les divisions de classe ne donnent pas la même capacité ». Le conseil central aurait donc selon lui la charge des questions de finance, d'économie, de planification, et jouirait d'un droit de veto contre les décisions de l'Assemblée nationale ; il participerait avec l'Assemblée aux choix du gouvernement « dans une proportion à établir ». Ce que cherche Adler, en pleine période de bouleversements révolutionnaires, c'est une institutionnalisation abstraite et codifiée de la dualité de pouvoir, dont l'impossibilité ne pourrait aboutir en dernière analyse qu'à sauvegarder la légitimité des institutions représentatives.

Notons pourtant que Trentin est obligé de travestir à droite les positions de Max Adler, lorsqu'il tente de s'en réclamer :

« Le conseil peut devenir, comme le dit Adler, la vraie deuxième chambre d'une démocratie socialiste, dans la mesure où il reste une force de contrôle et de contrôle conflictuel complétant les autres institutions démocratiques » y compris les institutions électives »²⁷.

Il n'est pas possible de biaiser : il faut dire qui, en dernière instance, décide. Il est vrai que Lénine définissait les soviets comme la forme russe de la dictature du prolétariat ; mais il ne voulait pas dire par là que la forme puisse être ailleurs parlementaire. Toutes ses prises de position avant Octobre, celles des *Thèses d'avril* et de *l'État et la Révolution*, constituent au contraire une théorie de la dualité de pouvoir. Dans son discours d'ouverture au 1^{er} Congrès de l'Internationale communiste, il déclare :

« Il faut seulement trouver la forme qui permette au prolétariat de réaliser sa domination. Cette forme, c'est le régime des soviets avec la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat, c'était jusqu'à présent du latin pour les masses. Maintenant, grâce au rayonnement du système des soviets dans le monde, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes. »

Il en cite pour exemple des formes aussi variées que les soviets, les conseils d'usine, les comités de *shop-stewards*... D'autre part, dans son discours sur les thèses au même congrès, il condamne sans appel la formulation retenue par les socialistes indépendants allemands sur proposition d'Hilferding, de combiner le système des conseils avec

~~l'Assemblée nationale par voie législative. Les thèses rédigées par Lénine à ce propos et~~
adoptées par le I^{er} Congrès de l'Internationale communiste tranchent :

« La tentative ridicule de combiner le système des conseils ouvriers, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée nationale, c'est-à-dire la dictature bourgeoise, révèle l'indigence de la pensée socialiste et des sociaux-démocrates jaunes, leur politique réactionnaire de petits-bourgeois, leurs concessions pusillanimes à la puissance grandissante de la nouvelle démocratie prolétarienne. »

VI. Les implications stratégiques de la dictature du prolétariat :

1. Avant 1914 : « Un socialisme hors du temps »

Avant la Première Guerre mondiale, l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire de conquête du pouvoir n'en est qu'à ses premiers balbutiements. On peut même discuter qu'il ait existé dans le parti le plus représentatif de la II^e Internationale, la social-démocratie allemande, une réelle définition stratégique. Cette Internationale est celle de l'extension et de l'organisation du mouvement ouvrier consécutives à la seconde révolution industrielle. C'est une période d'accumulation de forces syndicales, politiques et électorales qui se traduit, à partir de l'abrogation des lois bismarckiennes d'exception (1890) et du cycle d'expansion économique commencé dans les années 1890, par une forte influence de l'idéologie évolutionniste dans le mouvement ouvrier. Bernstein reconnaît ainsi sans rougir son peu d'intérêt pour « le but final ». Pour caractériser ce socialisme européen d'avant 1914, Tasca parle de façon imagée « d'un socialisme hors du temps, sans échéances ».

L'affirmation de Bernstein, théoricien et symbole du révisionnisme, selon laquelle « le mouvement est tout », constitue la négation même de tout projet stratégique. En remplaçant le but final par un simple moment du processus, elle efface la question stratégique de la conquête du pouvoir. Pour lui, la transition graduelle et pacifique au socialisme s'inscrit dans le prolongement de l'expansion capitaliste et de l'organisation croissante de la société qui semble alors en résulter. Elle exclut par définition les crises, les ruptures, en un mot la révolution, (pensée à l'image des « catastrophes » - pour l'organisme antérieur - des mutations génétiques) et présuppose au contraire le fonctionnement sans à-coups de l'économie.

Ce n'est donc pas par hasard si Bernstein et Kautsky considéreront la guerre, non comme un tremplin révolutionnaire vers les guerres civiles (à la manière de Lénine), mais comme une parenthèse où la tâche se réduit à préserver les forces du mouvement ouvrier, afin qu'il puisse reprendre sa croissance aussitôt la paix rétablie. Corrélativement, Bernstein ne conçoit pas l'État comme une machine d'oppression de classe, à détruire, mais plutôt comme un outil à investir. C'est pourquoi il est l'un des premiers à vouloir réhabiliter la pensée politique libérale, celle-là même que redécouvrent aujourd'hui, après un nouveau cycle d'expansion capitaliste, des gens comme Bobbio en Italie et Rosanvallon en France :

« En fait, dit Bernstein, il n'y a pas une seule idée libérale qui n'appartienne pas en même temps aux idées socialistes »²⁸. Mais il prolonge cette thèse par la définition de l'ouvrier-citoyen comme le meilleur défenseur, pour peu qu'il dépasse ses intérêts corporatifs, de la nation et des institutions parlementaires : « Si l'ouvrier n'est pas encore tout à fait un citoyen au plein sens du terme, il n'est pas à ce point dépourvu de droits qu'il demeure insensible aux intérêts de la nation »²⁹.

À la relecture des textes de Bernstein, on y découvre une extraordinaire parenté de ton et de fond avec le langage que tiennent aujourd'hui les dirigeants du PC italien.

Ainsi estime-t-il que l'État, loin de devoir dépérir dans le socialisme, devient au contraire la société elle-même en action pour se défendre de l'oppression et maintenir la liberté. Défenseur de l'étatisation de la société (et non de la socialisation de l'État) et fétichiste de l'État, Bernstein n'hésite pas à donner raison sur ce point à Lassalle contre Marx.

Dans la même logique, Hilferding expliquera, au lendemain de la guerre, que le mouvement ouvrier a désormais (avec la sanglante république de Weimar !) vécu la « grande aventure de la démocratie » ; et il en tirera argument pour plaider que les travailleurs doivent dorénavant considérer l'État comme l'instrument politique de la construction du socialisme. C'est presque mot pour mot le discours que tiennent à présent les dirigeants communistes italiens, Amendola et consorts, en justifiant les devoirs civiques de leur parti envers l'État et les possibilités de transition démocratique à partir des conquêtes et de la grande aventure démocratique de la Libération³⁰.

Sur les nationalisations, Bernstein développe à peu de chose près les thèmes chers à Rocard ou Mitterrand, lorsqu'il explique qu'une « bonne loi de fabrique renferme plus de socialisme que le transfert à l'État de tout un groupe d'usines ». Ou encore lorsqu'il défend les vertus stimulantes de la concurrence (de l'économie de marché) et la compétence des chefs d'entreprise : « Croyez-vous à une réelle amélioration si, aux chefs d'entreprise, se substituent en tous lieux des fonctionnaires ? » Ou enfin lorsqu'il défend l'industrie privée pourvu qu'elle soit, comme dirait un quelconque Rocard, performante : « Où l'État travaille de façon moins rentable que l'industrie privée, il serait peu socialiste de donner l'avantage au premier. » Il ne fait donc pas de doute que, chez Bernstein, la redécouverte du libéralisme politique fait corps, en toute logique, avec une défense acharnée de l'économie de marché.

Tout ce plat réformisme est en outre enrobé par Bernstein de considérations éthiques pétries de kantisme. Dans la façon dont Berlinguer a pu faire l'apologie de l'austérité comme d'une nouvelle morale civique opposée à l'individualisme ou au corporatisme, on retrouve des accents analogues.

En fait, cette déchéance moraliste du marxisme face à la crise du capitalisme est pratiquement fatale, dès lors que les dirigeants des grands partis, ouvriers tournent le dos à la mobilisation et à l'auto-organisation des masses elles-mêmes (et aux valeurs qu'elles engendrent). Parce qu'ils ont envers le prolétariat une profonde défiance bureaucratique, ils sont conduits à le sangler dans un code moral, qui est en même temps (par sa transcendance supposée) un code de collaboration de classes qui en appelle à l'honnêteté, au travail, au civisme, indépendamment de leur contenu de classe immédiat.

Notre propos n'est pas d'analyser ici le détail des positions défendues par Bernstein, mais

de montrer que l'orthodoxie défendue face à lui par Kautsky (au moment de la grande polémique conclue par le congrès de Dresde en 1903) ne constitue en rien une alternative stratégique.

Contre Bernstein, Kautsky défend en effet le caractère prolétarien et l'indépendance du parti en tant qu'organisateur et éducateur de la classe ; en revanche, il n'envisage guère la nécessité et la fonction d'un projet stratégique. Pour lui, il ne s'agit pas de « faire la révolution », mais seulement d'en « saisir l'occasion ». Cet attentisme théorisé, qui laisse flotter le parti au fil de sa lutte quotidienne, lui vaudra plus tard de la part de Pannekoek la caractérisation de « radicalisme passif », et de la part de Lénine l'accusation de vouloir « une révolution sans révolution ».

L'empirisme à courte vue de Kautsky va de pair avec une conception scientiste du marxisme. Le marxisme est pour lui une science bâtie sur le modèle des sciences de la nature, plutôt qu'une théorie critique de l'histoire et de la lutte des classes. L'organisation de la classe ouvrière n'est donc à ses yeux que le produit nécessaire du développement du capitalisme ; aussi n'est-il en aucun cas question de forcer la main au cours de l'histoire. L'inévitabilité de la révolution prolétarienne sert dans un tel système d'alibi à l'immobilisme et à la politique au jour le jour : « En réalité, se félicite Kautsky, de par sa base théorique, il n'est pas de tactique plus capable de s'adapter aux circonstances que celle du parti socialiste. » Sentence tristement illustrée par la capitulation social-démocrate du 4 août 1914.

Dans sa polémique contre Pannekoek et Rosa Luxemburg, en 1911-1912, Kautsky exprimait sans détours le fond de sa démarche : « Le but de notre politique reste identique à ce qu'il a toujours été : la conquête du pouvoir d'État à travers l'obtention de la majorité parlementaire et l'élévation du Parlement au rang d'instance dirigeante du gouvernement. Il n'est donc nullement question de destruction du pouvoir d'État. »

Ces lignes démontrent *a posteriori* les limites des positions de Kautsky, même dans les débats où il apparut comme le porte-parole de l'orthodoxie. Elles sont écrites deux ans à peine après la publication de *Chemin du pouvoir*, considéré par Lénine comme un texte de référence et censuré par la direction du parti allemand pour ses audaces ! Elles montrent que, si Kautsky a combattu les tendances ministérialistes ou les partisans de la transformation du parti en parti populaire interclassiste, il n'a jamais imaginé d'autre voie que parlementaire, même au moment du débat sur la grève générale. Ne rejetait-il pas dès 1893 (dans *la Question agraire*) l'idée de substituer la législation directe au système parlementaire ? Et ne devait-il pas critiquer d'un même point de vue en novembre 1918 les positions conseillistes des spartakistes : « La domination des inorganisés sur ceux qui le sont, des ignorants sur les gens instruits, des égoïstes sur les désintéressés, voilà en quoi devraient consister les conditions actuelles du développement ultérieur de la révolution. » Ce discours est devenu depuis celui de tous les Soares du monde.

2. Le débat révélateur sur la grève de masse

Ce n'est donc pas dans la polémique contre Bernstein que s'est posée la question d'une alternative stratégique. Elle a plutôt émergé à travers les discussions sur la grève de masse.

De telles grèves avaient éclaté en Belgique, en Hollande, en Italie, dans les premières

années du siècle. De nouvelles grèves de masse se produisent en 1905 dans la Ruhr, mais surtout en Russie où elles débouchèrent sur la crise révolutionnaire. Cette expérience secoua comme une révélation un mouvement ouvrier qui avait balayé de son horizon l'hypothèse même d'une situation révolutionnaire ; un peu comme la grève de mai-juin 1968 fit renaître le débat stratégique dans le mouvement français.

Devant cette situation nouvelle, Kautsky réagit en proposant que le parti intègre à son programme l'éventualité du recours à la grève de masse. Il y parvint en 1906 au congrès de Mannheim, à l'issue d'une dure polémique contre la bureaucratie de plus en plus puissante des syndicats. Mais « l'arme redoutable » de la grève de masse est alors assortie de tant de conditions préalables qu'elle se trouve d'emblée rangée comme une arme de musée dans l'arsenal du parti. À la différence de Kautsky, Rosa Luxemburg avait bien entrevu la grève de masse comme le point de départ d'une rupture stratégique. Les nouvelles qui arrivaient de Russie « emplirent, dit-elle, le prolétariat mondial tout entier d'un enthousiasme débordant en faveur de la grève de masse » : la réalisation grandiose de l'idée de grève de masse inaugurerait « une époque nouvelle dans l'évolution du mouvement ouvrier ».

Quelques années plus tard, en 1910, l'affrontement entre Kautsky et Rosa devaient montrer, par-delà la bataille commune menée à l'occasion du congrès de Mannheim, l'ampleur de leur désaccord. Lui précisa alors qu'il ne concevait la grève politique de masse que comme « un événement sans répétitions dans une lutte pour la vie et la mort ». En somme une dernière extrémité à laquelle pourrait être acculé un prolétariat en état de légitime défense pour la sauvegarde de ses libertés menacées. Rosa lui répliqua :

« Comment peut donc bien avoir lieu cette grande, cette apocalyptique grève de masse finale qui peut abattre les chênes les plus robustes, faire s'entrouvrir la terre et s'ouvrir les tombeaux, si la masse du prolétariat n'y est pas préparée, si elle n'est pas éduquée par l'épreuve préalable de toute une longue période de grèves de masse, de luttes économiques et politiques de masse ? »

Ce faisant, elle ouvre la perspective d'un projet conscient autour duquel s'organiserait l'action révolutionnaire quotidienne.

Est-ce suffisant pour présenter une stratégie nouvelle face à la « vieille tactique éprouvée » du parlementarisme ? On peut douter au vu des hésitations stratégiques qui seront encore celles du futur noyau spartakiste au cours de la guerre, et surtout au vu de ses illusions quant à la possibilité de continuer la lutte au sein même du parti ; il en résulta une rupture tardive en pleine crise révolutionnaire et la naissance d'un jeune parti communiste inexpérimenté, mal organisé et pétri de gauchisme au moment même où éclatait la révolution allemande. Kautsky, en tout cas, prit conscience de la portée potentielle des positions défendues par Rosa. Il l'accusa ouvertement de défendre une autre stratégie que celle du parti, celle de l'anéantissement contre la patiente stratégie d'usure. Pourtant, on trouve plutôt chez Rosa une ébauche qu'une réponse achevée. Oppositionnelle à une robuste bureaucratie, elle lui oppose une tactique-processus misant sur la radicalisation spontanée des masses ; alors que Lénine, responsable de la direction de son parti, est le premier à envisager l'idée d'un plan stratégique.

3. Le renversement d'Octobre

Rompant avec la routine parlementaire qui a baigné et corrompu le mouvement ouvrier d'avant-guerre jusqu'à sa capitulation chauvine, l'insurrection d'Octobre apparaît en 1917 comme la révélation lumineuse d'une voie royale pour la révolution prolétarienne. La sympathie et l'enthousiasme qu'elle soulève ne sont pourtant pas exempts de confusion.

Les leçons de la révolution d'Octobre ne seront tirées par ses propres protagonistes que bien plus tard et progressivement. Un mouvement de radicalisation tourne vers Moscou et la nouvelle Internationale un courant de radicalisation qui mobilise les ouvriers les plus combatifs et conscients, Mais ces noyaux évoluent souvent autant ou plus par l'impact de la Révolution russe qu'à partir de leur propre expérience pratique. Rares sont ceux qui se sont trempés dans la lutte difficile contre le déferlement de la vague chauvine de 1914. La délimitation d'avec le réformisme ne s'opère donc guère sur la base d'une expérience de luttes de masse.

Ce n'est donc pas par hasard si, dans les premières années de l'IC, plusieurs de ses sections connaîtront des déviations putschistes. Ainsi, lors du congrès constitutif du PC allemand (en janvier 1919), les tendances ultra-gauches l'emportent contre les rapports présentés au nom de la direction provisoire par Paul Lévi et Rosa Luxemburg sur des questions aussi cruciales que l'intervention dans les syndicats et la participation aux élections à la Constituante. Ainsi encore, le conseil national du Parti socialiste italien, alors partisan de l'affiliation à l'IC, donna en janvier 1920 mandat à sa direction pour procéder « dans un délai maximum de deux mois » à la constitution définitive de conseils de travailleurs ; trois mois plus tard, pour activer sa direction, le même conseil national adopta en quelques dizaines de points les statuts des futurs soviets... Enfin, en avril 1919, au I^{er} Congrès de l'IC, les congressistes repoussèrent les demandes du délégué américain insistant sur la nécessité de définir l'intervention dans les syndicats : ils se réfugièrent derrière le prétexte de la trop grande diversité des situations nationales pour esquiver une question sur laquelle les divergences étaient en fait trop profondes.

En somme, comme pour rattraper à la hâte le temps perdu à ressasser le programme minimum et à s'user aux batailles parlementaires, les jeunes partis communistes brandissent le seul programme maximum, celui du socialisme et de la dictature du prolétariat. Ils pensent rallier ainsi les masses impatientes, mais ils relèguent souvent aux oubliettes les revendications immédiates et démocratiques des travailleurs. En mars 1920, au lendemain du putsch de Kapp, le PC allemand ne met-il pas comme préalable à un gouvernement de front unique avec les socialistes la proclamation de la dictature du prolétariat. Cette politique trouve des appuis dans l'appareil de l'IC, ainsi qu'en conviendra plus tard Trotski, lorsqu'il évoquera le tournant du III^e Congrès de l'IC (juin 1921) qui sanctionna la rupture avec le putschisme et le tournant stratégique vers le front unique :

« Durant l'époque du communisme de gauche, Boukharine estimait que la révolution n'admettait ni retraites ni compromis provisoires avec l'ennemi [...]. Même après le X^e Congrès qui interdit la formation des fractions, Lénine prit cependant l'initiative de créer le noyau d'une nouvelle fraction pour lutter contre l'ultra-gauchisme ; dans nos réunions restreintes il posait nettement la question des voies à suivre ultérieurement si le III^e Congrès adoptait les positions de Boukharine [...]. Lors des III^e et IV^e Congrès, Boukharine combattit la politique de front unique et des revendications transitoires en partant de sa conception mécanique de la permanence du processus révolutionnaire [...]. Le parti

~~bolchevique est arrivé jusqu'à la révolution d'Octobre, et l'a réalisée armé de son ancien programme, dans lequel les mots d'ordre de démocratie occupaient une place importante. En son temps, Boukharine tenta de supprimer ce programme minimum, comme il intervint plus tard contre les revendications transitoires du programme de l'Internationale communiste »³¹.~~

Il faut encore ajouter que, politiquement vaincu au III^e Congrès de l'IC, le putschisme était déjà devenu un pli assez profond pour marquer encore en 1923 la préparation de l'insurrection manquée de l'Octobre allemand. Au lieu de lier la question du pouvoir aux luttes quotidiennes des travailleurs, le PC retira plusieurs semaines à l'avance ses meilleurs militants des entreprises, afin qu'ils se consacrent à la préparation conspirative du soulèvement ; il freina même les luttes qui auraient pu précipiter un mouvement de masse avant la date choisie pour son offensive. Après l'échec, Clara Zetkin en tira le bilan devant le V^e Congrès de l'IC en ces termes :

« Le parti n'a pas compris comment transmettre aux larges masses la conscience des rapports entre leurs souffrances cuisantes et la conquête du pouvoir. Il n'a pas compris autre chose : savoir créer des bastions solides fortement organisés pour des actions de masse. Il n'a pas concentré suffisamment les conseils d'entreprise et avant tout ne les a pas politisés. Il n'a pas fait de ceux-ci des organes qui puissent devenir des centres de rassemblement d'abord, et ensuite des organes des masses agissantes devenues actives. Il a omis une troisième chose : diriger la volonté des masses vers la guerre civile ; il avait créé des organismes politiques unitaires armés pour la lutte sous forme de centuries. Mais celles-ci n'étaient que des organes de parade. Elles n'étaient pas liées à la lutte des ouvriers [...]. »

Cette autocritique exprime en définitive l'incompréhension dans le PC allemand de la stratégie révolutionnaire et de la politique de front unique devant culminer dans la dualité de pouvoir : sous-estimation des revendications transitoires, pas de centralisation des organes, pas de préparation à la grève générale politique (quand l'insurrection éclata à Hambourg, les communistes se battirent et attaquèrent les commissariats sans même que le prolétariat hambourgeois se mette en grève...).

Les oscillations entre l'opportunisme et le gauchisme n'expriment pas seulement la dégénérescence ou la faiblesse de telle ou telle direction d'un parti ouvrier. Elles expriment aussi des contradictions inhérentes aux conditions sociales et historiques de la révolution prolétarienne : comment passer d'un système d'oppression totale à un système de planification autogérée, de la lutte dans le cadre du système à son dépassement. Le problème de la transition marquée par la conquête du pouvoir est un problème difficile et pratiquement insoluble sans compter avec la notion de crise révolutionnaire, pendant laquelle les masses se métamorphosent, entrent en fusion, et pendant laquelle leur niveau de conscience fait un bond en avant.

La Révolution russe a apporté une première réponse pratique à cette question difficile. Mais l'élaboration stratégique qu'elle a inaugurée ne s'est faite que progressivement, dans une confrontation permanente à l'expérience, et dans des conditions telles (stalinisation, avènement du fascisme), que le fil s'est rompu.

Pour conclure : le degré zéro de la stratégie ?

Dans son interview-débat avec Henri Weber, Poulantzas nous reproche d'en rester à la conception léniniste classique de la dualité de pouvoir : les organes naissants de la démocratie directe face aux institutions bourgeoises. Il pense nécessaire de dépasser la stratégie classique du double, pouvoir, « sans tomber dans la stratégie italienne qui est à la limite une stratégie uniquement fixée à l'intérieur de l'espace physique de l'État ». Cette nouvelle « voie » est si étroite, que, pour la définir, Poulantzas ne dépasse guère les généralités. Il n'est pas évident selon lui qu'il y aura « une grande rupture ». En revanche, il s'affirme attaché à l'idée d'un « long processus ». Enfin, si rupture il y a, elle ne passera pas forcément entre « l'État en bloc et son extérieur absolu, les structures de pouvoir populaires à la base ».

Un processus long ? Oui, s'il s'agit de souligner par là la bataille pendant laquelle le prolétariat accumule des expériences, développe sa conscience, s'érige en classe virtuellement dominante, en candidate au pouvoir ; c'est à ce processus que pensait Trotski lorsqu'il disait que le pouvoir serait plus difficile à prendre et plus facile à garder dans les pays capitalistes développés. Mais ce processus décisif n'efface pas le moment de la rupture, de ce que Lénine a désigné comme crise révolutionnaire. Cette rupture ne concerne pas les appareils politiques principalement, mais d'abord une profonde déchirure du consensus social lui-même. Elle est un moment stratégique nécessaire en fonction des conditions structurelles spécifiques de la révolution prolétarienne.

Nous concevions le développement du double pouvoir en extériorité absolue par rapport aux appareils d'État ? Le problème est mal posé. C'est son énoncé même qui, par la notion d'extériorité, évacue la dialectique du double pouvoir. En effet, nous acceptons la bataille électorale, la bataille dans les institutions culturelles, dans les casernes. À moins de réduire l'État à ses sommets et à ses instruments purement répressifs, on ne peut dire que la stratégie révolutionnaire lui demeure en extériorité absolue. Le problème est ailleurs. Il est dans le maintien de l'unité et de l'indépendance de classe du prolétariat. C'est là le principe qui nous guide et à partir duquel nous envisageons les autres questions. Ainsi, les comités de soldats avancent dans les casernes des revendications démocratiques, mais en liant leur combat à celui des syndicats ouvriers et en imposant leur indépendance face à la hiérarchie militaire.

De même, nous partageons le point de vue de Trotski sur l'importance des batailles démocratiques :

« Les mots d'ordre démocratiques contiennent pour un certain temps des illusions et des tromperies, mais ils renferment aussi une force historique animatrice »³².

Les germes de démocratie socialiste ne sont pas la négation absolue des libertés démocratiques formelles bourgeoises. Ils en sont le dépassement dialectique. C'est pourquoi, aussi longtemps que la démocratie formelle garde un contenu progressif aux yeux des masses laborieuses, nous sommes les meilleurs défenseurs des revendications démocratiques radicales : l'autodétermination pour les nationalités, la Constituante, le refus de toute censure, etc. Un exemple ? Au Portugal, dès le 25 avril 1974, nous avons réclamé

l'élection d'une Constituante à la proportionnelle intégrale. À partir de la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, sans opposer la démocratie directe à la Constituante, sans jamais demander la dissolution de cette dernière, nous avons mis l'accent sur le développement et la coordination des commissions de travailleurs et de quartier, sur la création de comités de soldats, et sur leurs tâches concrètes (épuration, contrôle, reconversion industrielle). Et nous avons raison, car seul un développement et une centralisation plus poussée de ces organes auraient pu forger une unité organique de la classe et opposer un rempart solide à la contre-révolution « démocratique » et au coup normalisateur du 25 novembre.

La perspective de la dualité de pouvoir charpente donc notre démarche. Cela ne signifie pas que nous ne puissions imaginer la conquête du pouvoir que sous la forme d'une grève générale déclenchée le matin et conclue le (grand) soir par une insurrection. Les choses peuvent être beaucoup plus mêlés, complexes et inattendues. Surtout dans un pays à fortes traditions parlementaires où les illusions démocratiques sont particulièrement prenantes. Mais le maintien d'une hypothèse stratégique structurée autour de la grève générale insurrectionnelle et de la dualité de pouvoir nous paraît seul fournir un fil à plomb à une pratique révolutionnaire quotidienne tendue vers un but final au lieu de flotter au fil des improvisations.

C'est ce projet stratégique qui guide aussi bien les batailles sur les rapports entre démocratie ouvrière (assemblées générales, comités de grève) et démocratie syndicale dans l'entreprise. C'est lui qui donne cohérence et lie les revendications immédiates et démocratiques au contrôle ouvrier et à l'auto-organisation de la classe. C'est lui qui cimenter la politique de front unique, oriente le travail dans les casernes, pose la question de l'armement de la classe en rapport avec la construction du front unique.

Un tel projet n'est pas contradictoire avec les batailles les plus immédiates, mais il prépare aussi des batailles plus lointaines. Il ne désarme pas les travailleurs face à des éventualités que les leçons de la lutte des classes ont malheureusement démontrées être les plus probables. Ni la résistance individuelle d'Allende ni le soulèvement désespéré du Schutzbund de Vienne n'ont rien résolu. Le courage individuel ou la violence défensive de la dernière heure ne sauraient réparer une orientation qui ne prépare pas l'offensive de la classe ouvrière et l'affrontement inévitable entre son pouvoir et celui de la bourgeoisie. Nous reprendrons la discussion sur les transformations structurelles de l'État bourgeois au cours de ce siècle.

Mais nous affirmons d'ores et déjà que cette analyse n'invalide en rien les leçons stratégiques naguère énoncées par Trotski :

« De façon générale, l'obtention d'une majorité démocratique dans un Parlement bourgeois n'est pas absolument impossible. Mais ce fait, si même il se réalisait, ne changerait rien en principe au cours des événements. Influencés par la victoire parlementaire du prolétariat, les intellectuels appartenant aux classes moyennes offriraient peut-être une moindre résistance au nouveau régime. Mais la résistance essentielle de la bourgeoisie serait déterminée par des faits tels que : l'état d'esprit de l'armée, le degré d'armement des ouvriers, la situation dans les pays voisins ; et la guerre civile suivrait son cours sous influence de ces facteurs réels et non de la fragile arithmétique parlementaire »³³.

références

références

- S. Carrillo, *L'Eurocommunisme et l'État* ; F. Claudin, *L'Eurocommunisme*. Althusser, *le XXII^e Congrès*, éditions Maspero. Henri Weber, *Aux sources de l'eurocommunisme*, Bourgeois ; les numéros de la revue *Dialectiques* sur l'État et l'Italie.
- ↑2 *L'Eurocommunisme et l'État*, édition espagnole, p. 196.
- ↑3 *Le XXII^e Congrès*.
- ↑4 Les principaux articles de ce débat (signés de Bobbio, Cerroni, Guiducci, Boffa, Gerratana, Occhetto, Vacca, Ingrao, Signorile, Ruffolo) ont été édités en espagnol dans un recueil intitulé *El marxismo y el estado*, éditions Avance. Les citations sont traduites de cette édition.
- ↑5 *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*.
- ↑6 Trotski, par exemple, considère que le concept même de stratégie ne prend le sens que nous lui connaissons qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale sous le double effet de la vogue du vocabulaire militaire et de l'expérience de la révolution russe (cf. *L'Internationale communiste après Lénine*, tome I, p. 171).
- ↑7 Lénine, *Œuvres*, tome XXIX, p. 309-310.
- ↑8 *Le Premier Congrès de l'IC*, EDI, p. 40. 162
- ↑9 *L'Age de l'autogestion*, Seuil.
- ↑10 Auxquels il faudrait ajouter certains développements stratégiques des théoriciens de la guerre prolongée (Mao, Giap).
- ↑11 *De Que faire ? à l'État et la Révolution*.
- ↑12 *1905, Bilans et Perspectives, la Révolution permanente*.
- ↑13 *Critique communiste*, n° 16.
- ↑14 Dont la critique fait l'objet de la brochure de Korsch, publiée aux éditions Champ libre sous le titre *l'Anti-Kautsky*.
- ↑15 L'austromarxisme désigne plus un moment de l'histoire du mouvement ouvrier qu'un corps de doctrine (c'est un de ses points communs avec l'eurocommunisme). Voir Max Adler, *les Conseils ouvriers*, éditions Maspero ; Otto Bauer et la Révolution, texte présenté par Y. Bourdet aux EDI ; l'article sur Karl Renner dans le tome III de *l'Histoire du marxisme contemporain*, 10/18. La trajectoire de ces trois dirigeants illustre bien l'hétérogénéité du courant qu'ils sont censés représenter. Renner mourra en 1950, chancelier de l'État autrichien. Bauer mourra en exil en France à la fin des années 1930, après avoir rendu un hommage, qui est presque un ralliement, au régime stalinien alors à son apogée (en qui il voit un barrage contre le nazisme). Quant à Max Adler, il se brouillera avec les autres dirigeants en leur reprochant de ne pas avoir su saisir le moment opportun en 1927 pour déclencher l'insurrection. Il faut encore préciser que même après la défaite de l'insurrection du Schutzbund (la milice ouvrière de Vienne) décidée par le parti comme ultime recours face aux attaques du gouvernement, Bauer lui-même continuera à défendre le concept de dictature du prolétariat : « Seule la dictature du prolétariat et non le travail fait pour réformer la démocratie bourgeoise peut libérer la classe ouvrière de l'exploitation et du chômage, la société de la barbarie fasciste, les nations de l'asservissement et l'humanité de la guerre. » Il annonce alors le « socialisme intégral », c'est-à-dire le dépassement de la scission historique, mais cette évolution correspond de sa part à une capitulation ouverte face au stalinisme.

Fritz Adler, fils du dirigeant historique de la social-démocratie autrichienne, Victor

- ↑ **16** Adler, très populaire dans le parti pour son attitude pendant la guerre et son emprisonnement après un attentat qui coûta la vie au chancelier de l'époque.
- ↑ **17** Voir à ce sujet le chapitre sur l'IC dans *La Révolution et le Pouvoir*, de D. Bensaïd aux éditions Stock.
- ↑ **18** *Ibid.*
Les deux brochures sont rééditées en un même volume aux éditions 10/18, qui ont
- ↑ **19** par ailleurs publié un intéressant recueil de textes de Lénine sur la dictature du prolétariat.
- ↑ **20** Dans le tome II de l'édition française, Puf, à propos du débat sur la Chine.
- ↑ **21** *L'Avènement du bolchevisme*, éditions Maspero.
- ↑ **22** Voir la résolution du secrétariat de la IV^e Internationale dans *Inprecor*, juillet 1977
- ↑ **23** Dans *l'Ordine Nuovo* 1919, cf. *Écrits*, tome I, Gallimard.
- ↑ **24** Cf. article sur « Hégémonie, autogestion et dictature du prolétariat » dans *Critique communiste* n° 16, p. 62.
- ↑ **25** *Œuvres*, tome XXXII, p. 257.
- ↑ **26** Dans l'interview sur la stratégie révolutionnaire dans *Critique communiste* n° 8-9, p. 162.
- ↑ **27** Dans *Aux sources de l'eurocommunisme*.
- ↑ **28** *Histoire du marxisme contemporain*, tome I, p. 273.
- ↑ **29** *Ibid.*, p. 306. 186
- ↑ **30** Voir notamment l'article d'Amendola, « la Continuité de l'État », dans *El marxismo y el estado*.
- ↑ **31** *L'IC après Lénine*, tome I, p. 187-189 et tome II, p. 416.
- ↑ **32** *Ibid.*, tome II, p. 405.
- ↑ **33** *Terrorisme et Communisme*, 10/18, p. 76.